

UNION AFRICAINE

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone 517700 Cables: OAU, ADDIS ABABA
Website : www.africa-union.org

CONFERENCE DE L'UNION AFRICAINE

Treizième session ordinaire

1^{er} - 3 juillet 2009

Syrte (LIBYE)

Assembly/AU/8(XIII)

**RAPPORT DU 21^{ème} SOMMET DU COMITE DES CHEFS
D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UA CHARGE DE LA
MISE EN ŒUVRE DU NEPAD (HSGIC)
SYRTE (LIBYE)
MARDI, 30 JUIN 2009**

**PRESENTE AU 13^{ème} SOMMET DE L'UA
PAR S.E. LE PREMIER MINISTRE MELES ZENAWI DE
L'ETHIOPIE**

(Tel que soumis par le NEPAD)

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone: 011-551 7700 Fax: 011-551 0154
Website: www.africa-union.org

CONFERENCE DE L'UNION AFRICAINE
Treizième session ordinaire
1er – 3 juillet 2009
Syrte (LIBYE)

Assembly/AU/8(XII)

**RAPPORT DU 21EME SOMMET DU COMITE DES CHEFS
D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UA CHARGE
DE LA MISE EN ŒUVRE DU NEPAD (HSGIC)
SYRTE (LIBYE)
MARDI, 30 JUIN 2009**

**PRESENTE AU 13^{ème} SOMMET DE L'UA
PAR S.E. LE PREMIER MINISTRE MELES ZENAWI
DE L'ETHIOPIE**

(Tel que soumis par le NEPAD)

**RAPPORT DU 21^{ème} SOMMET DU COMITE DES CHEFS D'ETAT ET DE
GOUVERNEMENT DE L'UA CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE DU NEPAD (HSGIC)
SYRTE, LIBYE, MARDI 30 JUIN 2009**

**PRÉSENTÉ AU 13^{ème} SOMMET DE L'UA
PAR S.E LE PREMIER MINISTRE MELES ZENAWI DE L'ETHIOPIE**

1. Le 21^{ème} Sommet du Comité des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA chargé de la mise en œuvre du NEPAD (HSGIC) S'est tenu le 30 juin 2009 à Syrte, Libye, la veille du 13^{ème} Sommet de l'Union africaine.
2. Le Comité de mise en œuvre du NEPAD a officiellement accueilli le Secrétaire exécutif du Secrétariat du NEPAD, Dr. Ibrahim Assane Mayaki qui participait au Sommet du HSGIC pour la première fois, suite à sa nomination en janvier 2009.
3. Le 21^{ème} Sommet du NEPAD a examiné deux questions importantes de l'ordre du jour :
 - a) **L'intégration du NEPAD dans les structures et les procédures de l'Union africaine ;**
 - b) **Les relations de l'Afrique avec les partenaires externes, notamment les préparatifs du Segment Afrique du Sommet du G8 de juillet 2009 à L'Aquila, Italie ;**
4. Le Sommet a pris note et a approuvé les principales activités du programme du Secrétariat du NEPAD contenues dans le rapport d'activité pour la période allant de février à juin 2009 tel que présenté par le Directeur exécutif. Le HSGIC s'est félicité des efforts soutenus du Secrétariat du NEPAD en matière de mobilisation de partenaires et de ressources pour la mise en œuvre des priorités sectorielles du NEPAD.

Intégration du NEPAD dans les structures et les procédures de l'Union africaine.

5. Le 21^{ème} Sommet de NEPAD examiné les principales recommandations émanant du rapport d'étude des consultants sur l'intégration NEPAD/UA et des conclusions des consultations élargies avec les parties prenantes telles que présentées par le Président de la Commission de l'UA et du Secrétaire exécutif du NEPAD.
6. Les participants à la réunion du NEPAD ont accueilli favorablement le rapport d'étude du consultant et pris note des rapports de la Commission de l'UA et du Secrétariat du NEPAD.

7. Le 21^{ème} HSGIC a rappelé la décision de la 2^{ème} Conférence de l'UA à Maputo en 2003, les conclusions du 13^{ème} point du Sommet de Brainstorming du NEPAD d'Alger en mars 2007 tel qu'approuvées par la 10^{ème} Assemblée de l'UA et des consultations du Sommet d'examen de Dakar du NEPAD d'avril 2008 comme la base de l'intégration du NEPAD dans les structures et les procédures de l'Union africaine.
8. Par conséquent, le HSGIC a convenu de recommander à la Conférence l'approbation des principales recommandations suivantes contenues dans le rapport des consultants sur l'intégration du NEPAD dans l'UA, en accord avec les positions convergentes de la Commission de l'UA et du Secrétariat du NEPAD :
 - Création de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (APCN), en tant qu'organe technique de l'UA, en remplacement du Secrétariat du NEPAD, avec le mandat de :
 - Faciliter et coordonner la mise en œuvre des programmes et projets continentaux et régionaux ;
 - Mobiliser les ressources et les partenaires en appui à la mise en œuvre des programmes et projets prioritaires de l'Afrique ;
 - Mener et coordonner la recherche et la gestion du savoir ;
 - Suivre et évaluer la mise en œuvre des programmes et projets ; et
 - Plaider pour la vision, la mission et les principes/valeurs essentiels de l'UA et du NEPAD.
 - Les principales caractéristiques de la **Gouvernance** sont :
 - Le Comité des Chefs d'Etat et de gouvernement chargé de la mise en œuvre du NEPAD (HSGIC) ; mais en changeant le nom en **Comité d'orientation des Chefs d'Etat et de Gouvernement (HASGOC)** ;
 - Le HASGOC, qui est un sous-comité de la Conférence de l'UA qui fournit le leadership politique et l'orientation stratégique sur le processus du NEPAD ;
 - Un organe intermédiaire pour servir d'interface entre le HSGIC et la nouvelle Agence, composé du Comité directeur ;
 - Le Président de la Commission de l'UA, qui exerce l'autorité de supervision sur l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, tout en donnant à la nouvelle agence les flexibilités adéquates et nécessaires pour exécuter son mandat et ses fonctions essentielles.
 - Le financement de l'APCN se fera à travers :

- Le budget établi des sources statutaires de la Commission de l'Union africaine ;
 - Suite des contributions volontaires par les Etats membres de l'UA ;
 - Appui budgétaire supplémentaire des Partenaires au développement et du secteur privé.
- L'Agence du NEPAD sera créée par décision de la Conférence de l'UA et non par un protocole ;
 - Les relations de travail entre la Commission de l'UA et l'APCN doivent être établies en consultation avec les Présidents du HSGIC et la Commission de l'UA ;
 - Les Présidents du HSGIC et la Commission de l'UA mandatent le Secrétaire exécutif du NEPAD à mettre en place les modalités et la feuille de route pour le démarrage et le fonctionnement effectifs et réussis de la nouvelle entité du NEPAD.
9. Dans les discussions qui ont suivi, S.E. le Président Abdoulaye Wade du Sénégal a réaffirmé que le NEPAD reste une partie intrinsèque de l'Union africaine. Le Président Sénégalais a fait campagne pour :
- ❖ La réintroduction du rôle de coordination et de la division des responsabilités sectorielles au plus haut niveau politique des chefs d'État et de gouvernement pour faciliter la réalisation des objectifs et du programme du NEPAD ;
10. Par ailleurs, le frère et Guide libyen, Muammar Gaddafi a fait l'observation suivante :
- ❖ La nouvelle entité du NEPAD doit être une partie intégrale de la nouvelle Autorité de l'UA, portant essentiellement sur la coopération internationale ;
11. En tant que Président du Comité de mise en œuvre du NEPAD, j'ai réaffirmé que le HSGIC restait un sous-comité créé par la Conférence de l'UA, à moins et jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement. Le HSGIC opère selon le mandat qui lui a été confié par la Conférence dont nous relevons en fin de compte. J'ai souligné à nouveau que le HSGIC ne prend pas de décisions finales, mais soumet ses recommandations à la Conférence de l'UA pour adoption.

Préparatifs du Segment Afrique du Sommet du G8 de juillet 2009 à L'Aquila (Italie)

12. Le 21^{ème} Sommet du NEPA a pris note et a approuvé les recommandations des informations données par le Secrétaire exécutif du NEPAD sur les préparatifs du prochain Sommet G8/Afrique se tenant à L'Aquila (Italie) les 9 et 10 juillet 2009. Un certain nombre de Dirigeants africains ont été invités à participer au Segment

Afrique du Sommet du G8 en accord avec la pratique du pays occupant la Présidence du G8. Le HSGIC a, en particulier, noté que les thèmes à discuter seront :

- ***Réponse à l'Impact de la crise financière mondiale sur l'Afrique***
- ***Changement climatique***
- ***Renforcement de la Paix et sécurité en Afrique, et***
- ***e-Gouvernement***

13. Enfin, il a été convenu que le 22^{ème} Sommet du Comité d'orientation des Chefs d'Etat et de gouvernement du NEPAD se tiendra à la veille du 14^{ème} Sommet de l'UA, et au sein du même centre de Conférence.

Excellences,

Conclusions du Sommet du G20 de Londres

Permettez-moi tout d'abord de vous présenter un bref rapport de ma participation au Sommet du G-20 tenu à Londres, en votre nom et au nom du Comité des Chefs d'Etat et de gouvernement chargé de la mise en œuvre du NEPAD.

Dès que le Premier Ministre britannique a envoyé son invitation, j'ai consulté les chefs des premières institutions africains : Son Excellence Jean Ping, Président de notre Commission, M. Donald Kaberuka, président de la Banque africaine de développement, et M. Abdoulie Janneh, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, sur la manière d'exprimer et de présenter la position africaine. Nous avons tous convenu que la première étape devrait être articulée autour de la position commune africaine dégagée sur la base d'un processus consultatif élargi et en tenant compte des contributions de toutes les parties prenantes.

Il a par conséquent été décidé d'accélérer les consultations entre nos ministres des finances, en particulier ceux du Groupe des 10 mis sur pied à cet effet. Les ministres se sont réunis à Dar es Salam et ont élaboré une proposition africaine détaillée à l'attention du G-20. Par la suite, j'ai rencontré les dirigeants de notre Commission, de la Banque africaine de développement et de la CEA, pour préparer un bref exposé sur la position commune africaine. Une fois la position dégagée, il a été décidé de déployer tous les moyens disponibles pour sensibiliser les dirigeants du G-20 sur la proposition de l'Afrique avant le Sommet.

Le gouvernement britannique avait gracieusement offert d'organiser une réunion de consultation pré-sommet à Londres; celle-ci a réuni les ministres des finances du G-10, certains chefs d'Etat et de gouvernement et les dirigeants de nos trois premières institutions. La réunion consultative nous a permis d'expliquer notre position de convoquer et d'accueillir le Sommet du G-20 et d'avoir leur plein soutien pour la position africaine. Le gouvernement britannique a également convenu de faire du Lobby en

faveur de la position africaine avant le Sommet. Le Président de la Commission et moi-même avons rencontré les Ambassadeurs des pays du G-20 à Addis-Abeba pour obtenir le soutien à la proposition de l'Afrique avant le Sommet. Le Président de l'Afrique du Sud d'alors a également appelé au téléphone certains dirigeants du G-20 et a parlé à certains de leurs représentants en Afrique du Sud avant le Sommet.

En conséquence, nous avons pu, non seulement articuler une position africaine sur la base des contributions de nos ministres et d'autres parties concernées, mais aussi sensibiliser les dirigeants du G-20 à cet égard avant le sommet; cette situation a ainsi déblayé le terrain pour que les conclusions du Sommet soient favorables à l'Afrique.

La délégation que j'ai conduite au Sommet était composée du Président de notre Commission, du Commissaire Maxwell Mkwezalamba, de Donald Kaberuka et de Abdoulie Janneh. La délégation a déployé un lobby actif auprès des dirigeants du G-20 et a travaillé en étroite collaboration avec la délégation de l'Afrique du Sud dans la poursuite du programme commun africain. Le Président et la délégation britanniques se sont également avérés être des alliés très engagés auprès de notre délégation tout au long du Sommet.

Le Sommet a pris un certain nombre de décisions qui revêtent une grande importance pour nous. Parmi celles-ci figure de décision d'allouer environ 50 milliards de dollars au titre de ressources additionnelles destinées à surmonter les défis économiques actuels. Autre décision de grande portée est celle relative à la possibilité d'introduire un cadre pour la viabilité des dettes des institutions financières multilatérales qui limitent inutilement nos capacités d'emprunt pour financer des projets de développement. Ces décisions et d'autres décisions prises lors du Sommet du G-20 à Londres et qui soutiennent l'Afrique permettent de conclure que, pour l'Afrique, ce Sommet était un succès.

Mais nous savons tous que prendre des bonnes décisions est une chose, mais les appliquer en est une autre, comme l'indiquent nos interactions avec le G-8 au fil des ans. Nous avons par conséquent décidé de travailler activement à la mise en œuvre des décisions et à suivre les mesures prises à cet égard. J'ai été en contact avec les principaux acteurs et nos ministres ont profité de toutes les occasions pour mettre la pression sur les institutions financières pour une action urgente. Jusqu'à présent, nous avons constaté beaucoup de progrès dans la mise en œuvre des décisions pertinentes.

Le FMI est en train de finaliser les nouveaux DTS et le processus devrait être achevé avant la fin de l'année. Le fonds a également d'accorder des ressources supplémentaires de 6 milliards de dollars de la vente de l'or et qui seront disponibles avant même la vente de l'or. Il a pris toutes les dispositions nécessaires pour accroître ses prêts aux pays pauvres en vue de doubler leur quota et simplifier ses procédures d'octroi de prêt. En conséquence, 20 milliards de dollars US environ de ressources supplémentaires commenceront à aller dans les pays africains d'ici la fin de cette

année. Je me félicite de ce développement très positif et lance un appel pour une exécution rapide de toutes les mesures prévues dans ce processus.

Alors que la mise en œuvre des décisions du G-20 a été sans précédent en termes de rapidité d'exécution, il existe néanmoins d'importantes lacunes à prendre en charge. Compte tenu des développements intervenus récemment, il est devenu évident qu'une bonne partie de ce qui reste, environ 30 milliards de \$US de ressources supplémentaires, ne sont pas disponibles. Aucune source claire pour l'argent n'a été identifiée. Il existe également des indications selon lesquelles les institutions financières internationales sont réticentes à entreprendre une étude approfondie du cadre de durabilité de la dette. En conséquence, nos ministres des finances ont demandé une concentration des dépenses des ressources de l'IDA et un accroissement du capital pour la Banque africaine de développement. Ils ont demandé un examen approfondi du cadre de durabilité de la dette et une révision de l'allocation des DTS parmi les pays.

J'estime que toutes nos interactions avec les pays développés et les institutions financières internationales dans les prochains mois devraient viser à combler le fossé qui existe dans la mise en œuvre des décisions du Sommet du G-20. A cet égard, je pense que nous devrions définir, pour nous-mêmes, les objectifs importants suivants :

- 1) Nous devrions accélérer la conclusion rapide du processus très positif initié par le FMI, pour rendre la somme de 20 milliards de dollars environ disponibles pour les pays africains, afin de garantir que ces ressources commencent effectivement à être transférées d'ici la fin de cette année. Nous devrions également exhorter les pays donateurs à publier des calendriers nationaux pour remplir leurs engagements d'aide pris à Gleneagles;
- 2) Nous devrions exhorter fortement au réapprovisionnement des ressources de l'IDA, un an plutôt que prévu, en vue de rendre les ressources disponibles et pour l'accroissement nécessaire du capital de la Banque africaine de développement. En même temps, nous devrions exhorter la Banque mondiale à redoubler d'efforts pour saisir les opportunités de financement supplémentaire qui lui sont offertes à travers l'accord conclu à la réunion du G-20 à Londres;
- 3) Bien que le changement de l'allocation des quotas du FMI ne puisse pas se faire à court terme, nous devrions insister sur l'enlèvement des obstacles empêchant les pays qui sont disposés à prêter leurs allocutions supplémentaires de DTS aux banques multilatérales de développement, afin de bénéficier à l'Afrique;
- 4) Nous devrions exhorter le G-8 à appliquer les recommandations du Groupe de travail de Haut niveau sur la Finance novatrice et la santé, notamment remplir les engagements existants de 60 milliards de dollars US pour le secteur de la santé dans les pays pauvres.

Excellences,

Je suis persuadé que vous serez d'accord avec moi lorsque je déclare que le Sommet du G-20 a été pour nous un Sommet réussi à tous points de vue et ce, en dépit de certaines insuffisances auxquelles nous sommes confrontés dans la mise en œuvre des décisions. Rien de tout cela n'aurait pu arriver sans la décision du Gouvernement britannique d'inviter l'Afrique au Sommet. Le gouvernement britannique a fait plus que donner la possibilité à l'Afrique de faire entendre sa voix. Elle a entièrement épousé notre proposition et a œuvré activement à son acceptation par le G-20 à son Sommet et pour leur mise en œuvre après le Sommet. Je voudrais par conséquent remercier, en votre nom, le Premier Ministre du Royaume Uni et ses collègues, pour leur soutien et leur solidarité témoignés à l'Afrique et à ses propositions pour le Sommet du G-20. Permettez-moi également de remercier tout les dirigeants du G-20.

Je voudrais aussi remercier le gouvernement sud africain pour sa promotion active de la position africaine commune, durant tout le processus. Permettez-moi également de féliciter le Président de notre Commission pour avoir réuni une équipe très efficace qui compte parmi ses membres M. Donald Kaberuka et M. Abdoulie Janneh, dont le travail spécifique nous a permis de réaliser ces progrès.



2009-07-03

Report of the 21st Summit of the
NEPAD Heads of State and
Government Implementation
Committee (HSGIC) Sirte, Libya,
Tuesday, 30 June 2009 Presented to
the 13th AU Assembly by H.E. Prime
Minister Meles Zenawi of Ethiopia
(As Submitted by NEPAD)

African Union

DCMP

<https://archives.au.int/handle/123456789/8713>

Downloaded from African Union Common Repository